

**LA CRISE
DU CAPITALISME
D'ETAT ET DU
BONAPARTISME
EN ALGERIE**

CAHIER D'ET-TALIA

1



fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

les autres ne sont pas sans influence sur le type de bonapartisme qu'elles sont amenées à subir.

Ayant eu le temps d'asseoir solidement son système de domination politique, de le perfectionner avec le développement du capitalisme et de la lutte des classes, une bourgeoisie avancée ne peut tolérer au-dessus d'elle un commandement politique incontrôlé que si elle se sent dans une situation de faiblesse telle que sa domination sociale court le risque d'une remise en question radicale. Le prolétariat se montrant politiquement incapable de s'en saisir, ces moments de faiblesse ne durent qu'un temps : celui dont le capitalisme a besoin pour se refaire une santé.

Mais la faiblesse d'une bourgeoisie arriérée est d'une toute autre nature. Etouffée au berceau par ses aînées impérialistes qui, tenant à conserver leur marge de surprofits, entravent son épanouissement, et, menacée par un prolétariat jeune dont les conditions d'existence misérables renforcent le potentiel révolutionnaire, la faiblesse structurelle de cette bourgeoisie n'a rien de conjoncturel. Elle est congénitale, permanente. De ce fait, et en raison de son manque d'expérience, les formes de domination politique qu'elle est en mesure d'assumer sont très limitées. La garantie d'une relative stabilité politique, absolument indispensable pour un minimum de prospérité économique, réside pour elle, soit dans la dictature sanguinaire, soit dans ce que Engels appelait la semi-dictature bonapartiste. Ce choix restreint entre une forme de domination politique exclusivement basée sur la répression et une forme bonapartiste qui combine omniprésence des forces de répression et démagogie populiste est déterminé par le degré d'acuité des conflits de classes et particulièrement par le niveau de combativité et d'organisation du prolétariat.

Dans tous les pays capitalistes arriérés, les capacités bourgeoises d'organisation du consentement social étant objectivement limitées par le faible niveau de développement économique de la société, la fonction coercitive et répressive de l'Etat bourgeois prend très nettement le pas sur les autres. Unique instrument politique solide capable d'assurer le maintien de l'ordre établi, l'appareil militaire joue, plus ou moins directement, un rôle fondamental dans la gestion des affaires politiques des classes dominantes. Dans l'écrasante majorité des cas, le jeu des libertés démocratiques bourgeoises les plus élémentaires est un luxe qu'elles s'interdisent à elles-mêmes, en raison de leur incapacité politique à assumer publiquement leurs contradictions internes et dans le but d'ôter aux masses laborieuses toute possibilité d'expression et d'organisation indépendante.

En Algérie, le régime bonapartiste de Boumediene, s'appuyant directement sur les fusils de l'armée des frontières, s'est élevé au-dessus de la société à un moment où la bourgeoisie faible était en quête « d'ordre et de sécurité » alors que s'achevait une période de mobilisation du prolétariat industriel et agricole et que la petite bourgeoisie, elle-même surprise par l'irruption spontanée des masses laborieuses sur la scène politique, en butte à de violentes luttes internes pour le contrôle du pouvoir d'Etat, avait besoin d'un arbitre.

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

« La simultanéité de ces conflits montre clairement que le parti et la centrale syndicale se sont retrouvés devant le fait accompli. » L'aveu est de taille ! Les luttes ouvrières ont bel et bien brisé le mur du silence. C'est la première fois que le parti et le syndicat sont obligés, par la puissance de la mobilisation, de se réunir spécialement pour reconnaître officiellement l'existence des grèves dans le secteur dit socialiste.

De plus, non seulement on en parle, mais on en a peur ! La direction du F.L.N. a insisté lourdement auprès des bureaucrates syndicaux sur la *« nécessité de veiller à ce que les conflits sociaux dans les entreprises ne soient pas « récupérés » à des fins politiques »*.

La préparation du congrès de l'U.G.T.A. qui doit se tenir dans les prochains mois est d'ores et déjà marquée par ce regain extraordinaire de la combativité ouvrière et l'accentuation sans précédent de la lutte des classes dans les entreprises. Initialement prévue dans le cadre des congrès de toutes les organisations de masses du parti préparant le congrès de ce dernier, la réunion de l'instance suprême de l'U.G.T.A. se serait inscrite dans le combat que se livrent les différentes fractions politiques au sein du pouvoir en apportant très probablement son appui au bonaparte. Mais aujourd'hui, même si cela reste à l'ordre du jour du congrès, la recherche des moyens nécessaires pour endiguer la mobilisation du prolétariat occupera incontestablement la place centrale. Il y va de la tête de la direction sortante ! Dans le discours qu'a prononcé Boumediene devant la commission exécutive nationale de l'U.G.T.A., le 24 septembre, la menace était à peine voilée : *« Nous attachons une grande importance au prochain congrès des travailleurs dont nous suivons de près les étapes préparatoires. Je veux dire en toute franchise que nous avons besoin d'une direction des travailleurs qui puisse se hisser au niveau des exigences de l'étape actuelle de développement et d'élargissement de la base. »*

Bien sûr, la réponse des bureaucrates syndicaux à ces exigences de la bourgeoisie inquiète est encore plus claire : *« La C.E.N. condamne avec force tous ces arrêts de travail ainsi que leurs instigateurs qui, consciemment ou inconsciemment, font le jeu des ennemis de la révolution socialiste, de même qu'elle condamne toute action entreprise en dehors des structures de l'U.G.T.A. Elle (la C.E.N.) lance un appel pressant à l'ensemble des travailleurs et particulièrement aux responsables syndicaux pour une vigilance accrue et une mobilisation permanente pour mettre hors d'état de nuire tous les perturbateurs qui tentent de freiner le renforcement de notre mouvement. »* Mais au moment où des milliers et des milliers de travailleurs entrent en lutte, précisément en dehors des structures de l'U.G.T.A., faisant voler en éclats les structures de collaboration de classe de la « gestion socialiste des entreprises », la bourgeoisie demande un peu plus que des garanties verbales.

Déjà en 1971, le bonaparte, voyant venir la renaissance des luttes ouvrières, avait lancé son projet de « gestion socialiste des entreprises » (G.S.E.). Le projet était simple : il commence à y avoir

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siègera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

fonction de ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, face à la montée du fascisme en Allemagne, l'U.R.S.S. conclut des accords diplomatiques avec les démocraties bourgeoises occidentales et dicte aux partis communistes la ligne des fronts populaires. L'une des conséquences logique de cette politique de collaboration de classes est la trahison des revendications nationales des peuples coloniaux. A cette époque, le Front populaire de Léon Blum dissout l'E.N.A. sans la moindre réaction du P.C.F. Et Maurice Thorez avance sa fameuse thèse de « l'Algérie, nation en formation » qui doit s'intégrer dans la « grande Union française » et abandonner la revendication nationale car cela risquerait d'affaiblir la « démocratie » française et favoriser l'implantation du fascisme en Afrique du Nord.

Après la défaite du nazisme, le P.C.F. siégera sans problème dans le gouvernement de « reconstruction nationale » qui ordonne les massacres du 8 mai 1945 dans l'Est algérien (45 000 morts). La même politique de collaboration de classes amènera en 1948 tous les partis communistes arabes à trahir ouvertement la cause palestinienne et approuver la création de l'Etat sioniste d'Israël patronnée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Il est alors facile de comprendre que, sur de telles bases, le P.C.A., ex-fédération départementale du P.C.F., ne pouvait aucunement prétendre jouer un rôle important dans la lutte radicale engagée contre le colonialisme français. La faillite de cette ligne politique obligera ses militants à rejoindre individuellement le F.L.N. dans les premiers mois de 1956, pendant que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour mater la jeune insurrection nationale.

C'est dans cette situation d'effacement politique des classes fondamentales de la société et dans une période de montée de la révolution coloniale (Chine, Vietnam...) que la petite bourgeoisie, elle-même brimée par le colonialisme, coincée entre la désagrégation des structures précapitalistes et les limites strictes à son ascension capitaliste imposées par la présence massive des colons, va se radicaliser et jouer les premiers rôles. Allant au-devant des aspirations profondes des masses algériennes, elle assure la direction politique d'une lutte radicale contre le colonialisme dont le poids reposera principalement sur les masses plébéiennes des villes et des campagnes.

II. DE LA LIBERATION NATIONALE A LA LIBERATION SOCIALE ?

En 1962, sur la base d'accords néocoloniaux (accords d'Evian) garantissant les intérêts impérialistes en Algérie, la petite bourgeoisie investit en force l'Etat colonial laissé tel quel. Les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil. On se contente de remplacer une partie des cadres de l'administration coloniale par des Algériens, mais la place laissée aux premiers est loin d'être négligeable. Un recensement officieux réalisé en avril 1963 donnait la répartition suivante dans la Fonction publique :

Publication du
Groupe Communiste Révolutionnaire (Algerie)
PRIX : 5DA-7FF